

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 14 novembre 2017 :

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Demoustiez
A., Dessilly V., Decoster C., Egels E., Petit N.,

Conseillers,

Gillard S., **Directeur général.**

Excusées : D'Haese-Leuridant M., **Echevine**,
Vanderkel A., Robette-Delputte F., **Conseillères**

Avant de débiter la séance, la Présidente propose d'ajouter deux points supplémentaires consistant à prendre acte de la démission de Mme Isabelle Pierret de son poste de conseillère de l'Action sociale, suite à son courrier réceptionné le 8 novembre dernier, ainsi que de son remplacement par Mr Laurent Joly, sur base de l'acte de présentation d'un candidat déposé par le Groupe PS.

L'assemblée n'émet aucune remarque à l'égard de cette proposition.

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 24 octobre 2017 – partie publique –
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve avec 17 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal, partie publique, de la séance du
24 octobre 2017

-
2. **Finances – Coût-vérité de la Commune de Jurbise – approbation**

Le Président du CPAS, en charge des Finances, présente ce point.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve le coût-vérité de la Commune de Jurbise à l'unanimité.

-
3. **Désignation de plein droit de Madame Stéphanie Hotton comme Conseillère de**
l'Action sociale en remplacement de Madame Nathalie Vanclaire, démissionnaire

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, et notamment ses articles 9ter à 19 ;

Revu la délibération du 3 décembre 2012 du Conseil communal, procédant notamment à l'élection de plein droit de Madame Nathalie Vanclaire en qualité de conseillère de l'Action sociale;

Vu la demande de démission de ses fonctions de Conseillère de l'Action sociale de Madame Nathalie Vanclaire, notifiée au Conseil communal par un courrier daté du 25 septembre 2017 et réceptionné le 12 octobre 2017 ;

Vu que le Conseil communal a acté et accepté cette démission en sa séance du 24 octobre 2017 ;

Attendu que le Directeur général a réceptionné, en date du 27 octobre 2017, l'acte de présentation signé par une majorité des Conseillers du groupe politique « Liste du Bourgmestre », portant présentation à cette fonction de Conseillère de l'Action sociale de Madame Stéphanie Hotton, et que cette dernière est également signataire de cet acte ;

Considérant les conditions d'éligibilité des Conseillers de l'Action sociale, énumérées à l'article 7 de la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976 susvisée, ainsi que les incompatibilités énumérées aux articles 8 et 9 ;

Attendu qu'après examen de l'acte de présentation proposé, il s'avère que la candidate présentée ne tombe pas sous le coup des prohibitions visées aux articles susvantis ;

Considérant, pour le surplus, que l'acte de présentation correspond en sa forme et en son fond au prescrit des dispositions légales en vigueur ;

Sur proposition du Collège communal ;

LE CONSEIL COMMUNAL Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} . - Madame Stéphanie Hotton est élue de plein droit en qualité de Conseillère du CPAS de la Commune de Jurbise, en remplacement de Madame Nathalie Vanclaire, démissionnaire, dont elle achèvera le mandat.

Article 2 . - Conformément à l'article L3122-2, 8° du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente délibération sera soumise à la tutelle générale d'annulation obligatoirement transmissible du Gouvernement wallon.

Article 3 . - Avant d'entrer en fonction, Madame Hotton sera convoquée par la Bourgmestre aux fins de prêter, entre ses mains et en présence du Directeur général de la Commune, le serment prescrit par l'article 17 de la loi organique.

4. Démission de Madame Isabelle PIERRET de ses fonctions de Conseillère du Conseil de l'Action sociale

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, et notamment ses articles 14 à 19, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du 3 décembre 2012 du Conseil communal, procédant notamment à l'élection de plein droit de Madame Isabelle Pierret, née le 3 juin 1979 et domiciliée rue du Bourrelier 54 à 7050 Masnuy-Saint-Jean, en qualité de conseillère de l'Action sociale, et l'approbation de l'autorité de tutelle régionale sur cette désignation ;

Vu la notification datée du 8 novembre 2017, réceptionné par la Commune de Jurbise le même jour, par laquelle Madame Isabelle Pierret fait part de son souhait de démissionner de ses fonctions de conseillère de l'Action sociale ;

LE CONSEIL COMMUNAL Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - d'acter la démission de Madame Isabelle Pierret, née le 3 juin 1979 et domiciliée rue du Bourrelier 54 à 7050 Masnuy-Saint-Jean, en qualité de conseillère du Conseil de l'Action sociale de Jurbise. Cette démission prend effet à la date de la présente séance, soit le 14 novembre 2017.

Article 2. - de transmettre un exemplaire de la présente délibération aux autorités du CPAS de Jurbise.

5. Désignation de plein droit de Monsieur Laurent Joly comme Conseiller de l'Action sociale en remplacement de Madame Isabelle Pierret, démissionnaire

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, et notamment ses articles 9ter à 19 ;

Revu la délibération du 3 décembre 2012 du Conseil communal, procédant notamment à l'élection de plein droit de Madame Isabelle Pierret en qualité de conseillère de l'Action sociale;

Vu la demande de démission de ses fonctions de Conseillère de l'Action sociale de Madame Isabelle Pierret, notifiée à la Commune de Jurbise le 8 novembre 2017 ;

Vu que le Conseil communal a acté et accepté cette démission en sa séance du 14 novembre 2017 ;

Attendu que le Directeur général a réceptionné, en date du 13 novembre 2017, l'acte de présentation signé par une majorité des Conseillers du groupe politique PS, portant présentation à cette fonction de Conseiller de l'Action sociale de Monsieur Laurent Joly, et que ce dernier est également signataire de cet acte ;

Considérant les conditions d'éligibilité des Conseillers de l'Action sociale, énumérées à l'article 7 de la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976 susvisée, ainsi que les incompatibilités énumérées aux articles 8 et 9 ;

Attendu qu'après examen de l'acte de présentation proposé, il s'avère que le candidat présenté ne tombe pas sous le coup des prohibitions visées aux articles susvisés ;

Considérant, pour le surplus, que l'acte de présentation correspond en sa forme et en son fond au prescrit des dispositions légales en vigueur ;

LE CONSEIL COMMUNAL Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - Monsieur Laurent Joly est élu de plein droit en qualité de Conseiller du CPAS de la Commune de Jurbise, en remplacement de Madame Isabelle Pierret, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Article 2. - Conformément à l'article L3122-2, 8° du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente délibération sera soumise à la tutelle générale d'annulation obligatoirement transmissible du Gouvernement wallon.

Article 3. - Avant d'entrer en fonction, Monsieur Joly sera convoqué par la Bourgmestre aux fins de prêter, entre ses mains et en présence du Directeur général de la Commune, le serment prescrit par l'article 17 de la loi organique.

6. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :
